23 octobre 2026, Lille, appel des personnels de l'UdL.

Ce que nous refusons, ce que nous voulons, ce que nous ferons !

Appel des personnels de l'Université de Lille à propos du mouvement social dans les lycées et les universités

Les 200 personnels de l'Université de Lille qui se sont réuni.es en assemblée le 22 octobre 2026 à la Bourse du travail à l'invitation de l'intersyndicale (CGT, FSU, SUD), **apportent un soutien inconditionnel au mouvement lycéen et étudiant et à ses revendications.**

En réclamant l'égalité d'accès à l'éducation, la défense des services publics et des conditions de travail et d'études dignes, les mouvements internationaux de la jeunesse constituent un point d'appui essentiel pour faire face aux nombreux périls qui menacent l'université et la recherche publique et, plus largement, nos sociétés.

Issu.es de différentes catégories et composantes, les personnels ont adopté (200 voix moins 7 abstentions) les positions suivantes, et ont ensuite confié un mandat (200 voix moins 3 abstentions) à l'équipe d'organisation pour rédiger un texte à destination de l'ensemble de la communauté académique, des médias, et des autres universités mobilisées.

1/ Ce que nous refusons :

- *Nous refusons* les **fermetures administratives arbitraires et décidées de manière autoritaire,** qui nuisent à la mobilisation et à la possibilité d'organisation collective des personnels et des étudiant.es.
- *Nous refusons* les **injonctions à recourir au distanciel et au télétravail** qui s'opèrent hors de tout cadre juridique, ce qui individualise la responsabilité de décision en matière pédagogique et organisationnelle et fragilise particulièrement nos collègues précaires de l'ESR.

> Rappel : Le distanciel constitue une modalité dégradée d'enseignement et d'apprentissage qui met en péril l'égalité d'accès aux études et pénalise les étudiant.es les plus précaires ne disposant pas de matériel informatique, de connexion ou de logement adaptés. En isolant les individus et en empêchant l'accès aux espaces collectifs de travail et d'échange, le recours au distanciel et au télétravail constituent également une entrave majeure à la mobilisation.

- *Nous refusons* **la surcharge de travail et les situations d'isolement** pour les personnels BIATSS que ce télétravail imposé entraîne.
- *Nous refusons* les **intimidations et les tentatives de culpabilisation** des collègues mobilisé.es.

- *Nous refusons* les **injonctions contradictoires suscitées par les réponses désordonnées et autoritaires dans de nombreuses composantes, dégradant** les conditions de travail et accentuant les inégalités entre les différentes composantes.
- *Nous refusons* **d'évaluer les étudiant.es dans le contexte de la mobilisation** et, a fortiori, **toute forme d'évaluation en distanciel.**
- Nous *refusons* **d'être des machines à trier et à évaluer** et **de fonctionner comme des agents de l'austérité**, optimisant des coûts et à la recherche constante de nouveaux financements.
- Nous *refusons* la **sélection, devenue souvent le principe d'entrée** dans nos formations.
- *Nous refusons* **l'individualisation des activités de recherche et la course à la performance**, l'externalisation des services (nettoyage, entretien, sécurité…) à des prestataires privés.
- *Nous refusons* de manière absolue l**a répression policière et judiciaire de ce mouvement social de la jeunesse** et l'intervention des forces de police sur nos campus.
- *Nous refusons* **la criminalisation du mouvement** et la construction d'une image mensongère de nos étudiant.es et des lycéen.es. Ils ne sont pas dangereux.ses, ils sont en danger !

2/ Ce que nous voulons :

- *Nous voulons* l**a réouverture immédiate de tous les services aux étudiant.es et aux personnels** (RU, espaces de vie, accès à la santé, bibliothèques, espace culture…).
- *Nous voulons* **l'accès à des espaces adaptés (amphithéâtres, salles de cours…) pour nous réunir**, pour discuter, pour nous mobiliser.
- *Nous voulons* **un nombre de places suffisant à l'université et l'abandon de toute forme de sélection.**
- Nous exigeons **l'abrogation de ParcourSup, de MonMAster et des frais différenciés pour les étudiant.es étrangers** (« Bienvenue en France »), mais aussi des droits de scolarité pour les doctorant.es, qui sont aussi des personnels (de recherche a minima).
- *Nous voulons* **la démocratisation des décisions et l'implication directe des personnels** dans les décisions qui les concernent.
- *Nous voulons* voir **réaffirmé et promu le rôle central de l'université comme lieu, démocratique et inclusif, de délibération et d'émancipation.**
- *Nous voulons* **une université ouverte, accessible à tous et à toutes, accueillante et inclusive**.

- *Nous revendiquons* **un rattrapage salarial (dégel immédiat du point d'indice !) et une politique de titularisation massive,** notamment parmi les personnels BIATSS et contractuels enseignants.
- *Nous exigeons* **l'augmentation de la subvention pour charge de service public par étudiant.e du ministère dans le budget en cours d'examen à l'Assemblée**, la **construction et la rénovation de bâtiments d'enseignement, de restaurants et de cités universitaires** etc.. « L'université est à l'os » (Régis Bordet), nourrissons-la !

3/ Ce que nous ferons :

- Nous continuerons **à nous mobiliser de toutes nos forces auprès de nos étudiantes et étudiants** pour un meilleur avenir, de meilleures conditions d'études et de vie, et le respect de leur dignité.
- Dès le 2 novembre, en cas de fermeture, **nous nous retrouverons sur nos lieux de travail afin de décider ensemble et en concertation avec les étudiant.es de nos modalités d'action et sans "retour à l'anormal"**
- Nous **appellerons à la grève générale du 5/11/2026 et à la manifestation à Lille, sous la bannière unitaire "Université de Lille en lutte"** ⟶ **Lien vers caisse de grève**
- Nous **libérerons du temps** (sur nos activités de recherche et administratives pour les EC) **pour nous mobiliser, et étendre la grève aux lieux d'enseignement et aux autres secteurs professionnels**, à travers l'organisation d'assemblées générale interprofessionnelles.
- **Nous rejoindrons les initiatives d'université libre et populaire** proposées par les étudiant.e.s.
- Nous **proposerons des cours ouverts permettant de construire des savoirs critiques et d'alimenter la réflexion sur la mobilisation**, sur le devenir de l'enseignement supérieur et de la recherche publique et les défis auxquels ils sont confrontés.
- En cas d'intervention des forces de l'ordre, **nous exigerons la démission immédiate du président de l'université et des directions de composantes concernées.**
- Nous **nous organiserons pour recourir à tous les moyens possibles** pour empêcher le bon fonctionnement de la machine à sélection et à tri qu'est ParcourSup.
- Nous **neutraliserons les notes** qui pénaliseraient nos étudiant.es
- Nous **porterons et afficherons le carré rouge*,** dans nos espaces de travail, pour **visibiliser notre soutien au mouvement.**

* : Le carré rouge 🟥 a été le symbole de l'opposition de toute la société québécoise à l'augmentation des frais d'inscription dans les universités en 2012. Le mouvement, d'une ampleur inédite, a abouti au retrait du projet.